

RELEASE IN PART

B6

From: Laura Graham [REDACTED]
Sent: Friday, April 09, 2010 12:54 PM
To: Mills, Cheryl D
Subject: FW: French position on the IHRC

Categories: Red Category

B6

From: Garry Conille [REDACTED]
Sent: Friday, April 09, 2010 3:23 AM
To: Amitabh Desai; Laura Graham
Subject: French position on the IHRC

B6

Put together quickly but gives you some idea of the ambassador's comments on the structure

Garry

Jeudi, 8 avril 2010 07:48 (Métropole)

La commission intérimaire est le meilleur compromis possible affirme Didier Le Bret

THE INTERIM COMMISSION IS THE BEST COMPROMISE POSSIBLE DECLARES DIDIER LE BRET

L'ambassadeur de France à Port-au-Prince, Didier Le Bret, est le premier représentant de la communauté internationale à réagir aux critiques relatives à la création de la commission intérimaire de reconstruction d'Haïti (CIRH).

THE FRENCH AMABASSADERU OF France TO PORT AU PRINCE, DIDIER LE BRET IS THE FIRST REPRESENTATIVE OF THE INTERNATIONAL COMMUNITY TO REACT TO CRITIQUES RELATIVE TO THE CREATION OF THE INTERIM COMMISSION FOR RECONSTRUCTION (IHRC)

Il assure que la commission ne consacre nullement une mise sous tutelle d'Haïti. La commission est le meilleur compromis possible insiste M. Le Bret pour qui les partenaires ont compris la nécessité de changer de stratégie de coopération après le 12 janvier.

HE AFFIRMS THAT THE COMMISSION IS BY NO MEANS AN OCCUPATION OF HAITI, THE COMMISSION IS THE BEST COMPRIMISE POSSIBLE, INSISTS MR. LE BRET, FOR WHOM PARTNERS NOW UNDERSTAND THE OBLIGATION TO CHANGE COOPERATION STRATEGY IN HAITI AFTER THE 12OF JANUARY

Dans une interview à radio Métropole le diplomate français a soutenu que la formule adoptée permet de rassurer la communauté internationale qui ne saurait mettre en œuvre le plan d'action de reconstruction pour les haïtiens.

IN AN INTERVIEW ON METROPOLE, THE FRENCH DIPLOMATE SUPPORTED THE FACT THAT THE APPROACH WOULD HELP REASSURE THE INTERNATIONAL COMMUNITY WHO WILL NOT IMPLEMENT THE RECONSTRUCTION PLAN FOR THE HAITIANS

Rappelant le droit de veto du chef de l'Etat haïtien dans la réalisation des projets, Didier Le Bret souligne que le CIRH fonctionnera en tant que secrétariat d'état en partenariat avec des ministères.

RECALLING THE VETO POWER OF THE HAITIAN PRESIDENT IN THE IMPLEMENTATION OF PROJECTS, DIDIER LE BRET HIGHLIGHTS THAT THE CIRH WILL FUNCTION AS A STATE SECRETARIAT IN PARTNERSHIP WITH THE MINISTRIES

Commentant la présence de représentants des donateurs au sein du conseil d'administration de la commission, le diplomate français explique qu'il s'agissait d'une condition pour obtenir d'avantage de ressources. Les gouvernements doivent tenir compte de l'opinion de leurs contribuables fait-il remarquer.
 COMMENTING ON THE PRESENCE OF REPRESENTATIVES FROM THE DONOR COMMUNITY IN THE GOVERNANCE OF THE COMMISSION, THE FRENCH DIPLOMATE EXPLAINED THAT THIS WAS A NECESSARY CONDITION TO OBTAIN MORE RESSOURCES. DONOR GOVERNMENTS MUST CONSIDER PUBLIC OPINION OF TAX PAYERS

Tandis que certains acteurs estiment que les 18 mois sollicités pour la période d'urgence sont excessifs, l'ambassadeur de France assure qu'il s'agit d'un temps minimum pour la mise en œuvre des programmes. Il signale qu'on ne saurait évaluer le temps nécessaire au recrutement du personnel, à la coordination des activités avec les ministères et à la sélection des projets. 18 mois est un temps incompressible pour lancer véritablement les activités précise le diplomate.

De plus, M. Le Bret salue la générosité des donateurs qui promettent 1 milliard de dollars par an au cours des 10 prochaines années. L'aide de la communauté internationale est supérieure au budget d'Haïti.

LLM / Radio Métropole Haïti

Haiti-Séisme/Politique : Situation compliquée *jeudi 8 avril 2010*

P-au-P., 08 avr. 2010 [AlterPresse] --- La situation politique semble se corser au moment où la chambre des députés doit se pencher sur un nouveau projet de loi à propos de l'État d'urgence, à la veille des 3 mois du terrible séisme du 12 janvier en Haïti.

Une coalition d'une quarantaine d'organisations socio-politiques rejette le document soumis au parlement par le président René Préal en vue d'une prolongation de l'état d'urgence pour une période de 18 mois. Les signataires, dont la plateforme politique Alternative, qualifient le nouveau projet de loi d'« immoral » et « illégal ».

« Nous lançons une grande concertation au niveau national pour combattre la politique illégale et immorale que conduit Monsieur (président René) Préal, après la catastrophe du 12 janvier », déclare à AlterPresse Evans Paul, dirigeant de l'Alternative.

Il souligne que la constitution haïtienne ne prévoit pas d'État d'urgence, même si une précédente loi a été votée en 2008 au lendemain du désastre causé par le passage de plusieurs cyclones.

Paul fait remarquer que le nouveau projet de loi d'urgence a été soumis à l'assemblée nationale, tandis que cette dernière n'a pas la prérogative de voter des lois, si ce n'est qu'en chambres séparées.

« Nous ne reconnaitrons pas cette loi et nous n'allons reconnaître aucune action (politique ou économique) qui en découlerait », prévient-il.

Selon lui la loi d'urgence de 2008 a permis de dépenser 197 millions de dollars « sans explication claire jusqu'à présent », tandis que, depuis le 12 janvier, 163 millions de dollars ont été déboursés par le gouvernement, « sans aucune trace », soutient-il.

Il y aurait peu de chance que les députés se prononcent ce 8 avril sur le nouveau projet de loi, à cause de la difficulté d'assurer le quorum nécessaire, indique à AlterPresse une source parlementaire.

D'autre part, Paul critique le fait que la loi d'urgence mentionne la Commission Intérimaire pour la Reconstruction de Haïti (CIRH), une structure « ponctuelle » composée d'Haïtiens et d'étrangers, coprésidée par le premier ministre Jean Max Bellerive et l'envoyé spécial de l'ONU, l'ex président américain William Clinton.

Il plaide en faveur de la création de deux structures séparées, soit une commission haïtienne responsable par-devant la population haïtienne et une autre commission étrangère d'appui à la première.

Dans certains milieux diplomatiques contactés par AlterPresse, **on estime que sans la CIRH, la communauté internationale n'aurait pas accepté de promettre près de 10 milliards d'aide à Haïti** lors de la conférence de New York du 31 mars dernier.

Des secteurs politiques consultés par AlterPresse se demandent comment cette nouvelle formule mise en place va-t-elle véritablement se concrétiser et fonctionner. [gp apr 08/04/2010 04 :00]

Éléments du Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti
Haïti-Séisme/Reconstruction : La machine institutionnelle
jeudi 8 avril 2010

Extraits du document présenté par le gouvernement à la conférence internationale des bailleurs le 31 mars 2010 à New York

Repris par AlterPresse le 8 avril 2010

La Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH)

Mission et mandat de la CIRH

La mission de la CIRH est d'assurer la coordination et le déploiement efficaces des ressources et de répondre aux préoccupations relatives à la responsabilisation et à la transparence afin de maximiser les appuis fournis par les bailleurs de fonds internationaux.

Son mandat consiste à mettre en oeuvre le Plan de Développement pour Haïti soumis par le Gouvernement. Elle donne son approbation à des propositions de projets évalués en fonction de leur conformité et de leur coordination avec le Plan de développement pour Haïti, élaborer et solliciter des projets compatibles avec les priorités du Plan de développement pour Haïti et décide de la recevabilité des soumissions externes.

À la fin de son mandat, les fonctions de la CIRH seront transférées à la Régie pour le Développement d'Haïti (RDH), laquelle aura pour tâche d'assurer la planification et la coordination à long terme requises pour la mise au point et la validation des stratégies de reconstruction, la préparation et l'évaluation des projets proposés aux fins de financement et de mise en oeuvre, ainsi que la coordination et le suivi de l'aide globale. Les missions, les attributions ainsi que la durée du mandat de la RDH seront établies par la loi.

Les attributions de la CIRH seront exercées dans le cadre de l'état d'urgence. Elle dispose, en conséquence, des pouvoirs nécessaires en vue d'exercer efficacement sa mission.

La composition de la CIRH

La CIRH est co-présidée par le Premier Ministre et une éminente personnalité étrangère impliquée dans l'effort de reconstruction. Ces derniers sont assistés d'un directeur exécutif chargé de la gestion quotidienne des opérations et supervisant un secrétariat.

Les membres de la CIRH ayant droit de vote sont les suivants :

- i. Deux présidents (2),
- ii. Trois représentants du Gouvernement haïtien, à savoir deux personnes nommées respectivement par le pouvoir exécutif, le judiciaire et les autorités locales (6),
- iii. Un représentant nommé par le Senat et le choix se fera sur une liste soumise par les partis politiques représentés (1),
- iv. Un représentant nommé par la Chambre des Députés et le choix se fera sur une liste soumise par les partis politiques représentés (1),
- v. Un représentant nommé par les syndicats et un représentant nommé par le monde des affaires (2),
- vi. Un représentant de chacun des principaux bailleurs de fonds ayant choisi de siéger au Conseil et offert pour la reconstruction d'Haïti une contribution d'au moins 100 M\$ au titre de dons sur une période de deux ans ou d'au moins 200 M\$ au titre d'allègement de la dette (à ce jour, cette liste de donateurs comprend : Canada, Brésil, Union européenne, France, États-Unis, Venezuela, BID, Nations Unies, Banque mondiale) (9),
- vii. Un représentant de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) (1), et

viii. Un seul représentant, sur la base d'un roulement, des autres pays bailleurs de fonds. La Commission inclura les membres suivants, n'ayant pas droit de vote :

- i. Un représentant de l'Organisation des États américains (OEA) (1),
- ii. Un représentant de la communauté des ONG haïtiennes (1),
- iii. Un représentant de la Diaspora haïtienne (1). 53

Pour être exécutoires, les décisions de la CIRH doivent être confirmées par le Président de la République.

Le Secrétariat de la CIRH

Le Secrétariat de la CIRH comporte des services de planification, de communications et de gestion de projets, une équipe de conseillers sectoriels et des bureaux attribués au secteur privé et aux ONG. Ce secrétariat est composé d'experts d'Haïti, de la Diaspora haïtienne, et de personnes détachées par les principales institutions financières internationales et les bailleurs de fonds. Les modalités de fonctionnement seront définies ultérieurement et soumises pour approbation au Conseil.

Fonds pour la Reconstruction et le Développement d'Haïti (FRDH)

Le Fonds Fiduciaire Multi-Donateurs (FFMD) est un instrument qui doit faciliter l'harmonisation entre les programmes et projets nécessitant du financement et les fonds disponibles. C'est un dispositif qui permet de regrouper les fonds pour des programmes dont l'envergure dépasse les capacités d'un seul bailleur de fonds. C'est finalement un mécanisme qui doit en principe faciliter la coordination des aides externes et assurer la saine gestion des fonds mis à disposition pour la refondation d'Haïti. Haïti a demandé la création d'un Fonds Fiduciaire Multi-Donateurs dont l'administration sera confiée à la Banque mondiale. Un partenariat regroupant la Banque Interaméricaine de Développement, les Nations Unies et la Banque Mondiale doit permettre d'atteindre les objectifs cités au paragraphe précédent, mais il doit y avoir obligation de résultats, i.e. (1) permettre de mobiliser davantage de fonds et les rendre disponibles plus rapidement, (2) accroître la fluidité des flux financiers, (3) accélérer les procédures d'approvisionnement et de mobilisation des opérateurs pour l'exécution des programmes, (4) fournir, aux partenaires contributeurs, les garanties de probité et de diligence dans l'utilisation des ressources financières et (5) réduire les coûts de transaction de l'aide.

L'organisation responsable de la gestion du FFMD est redevable de l'atteinte de ces résultats, tant à la partie haïtienne que vis-à-vis des contributeurs.

Il doit aussi y avoir une rationalisation du recours à ce mécanisme de financement. Des fonds fiduciaires existent déjà et d'autres sont en voie d'élaboration. On doit viser à coordonner la gestion de ces sources de financement pour éviter les duplications et les dépenses afférentes. Les coûts de gestion de tels fonds sont relativement élevés et doivent se justifier par une performance accrue. Cet aspect doit montrer la même transparence que tous les autres.

Il est peu prévisible, même si c'est là le souhait du Gouvernement d'Haïti, que tous les fonds disponibles, y compris ceux qui transitent par les agences multilatérales et les ONG, vont effectivement être gérés via ce fonds. Il est donc impératif de préciser la portée effective de la compétence de ce fonds et de ses modalités d'approvisionnement et de décaissement.

Selon le prospectus du Fonds, ce mécanisme a comme objectif de faciliter le leadership du Gouvernement d'Haïti sur la structure d'approbation et d'exécution des programmes et projets. Il doit en outre permettre de développer une structure de gouvernance inclusive des différents paliers du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des ONG.

Le FRDH est déjà techniquement constitué. Il faudra harmoniser les mandats respectifs entre le FFMD et la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) et définir les attentes précises envers le rôle joué par l'agent fiscal responsable de réunir et de décaisser les fonds.

Les détails de fonctionnement entre ces deux entités feront l'objet d'une entente à intervenir le plus rapidement possible ainsi que d'un accord sur les modalités de fonctionnement et les procédures qui seront appliqués. Par ailleurs, pour tenir compte des impératifs de déboursements à très court terme, un mécanisme de décaissement rapide devra être mis en place.

Jeudi, 8 avril 2010 10:15 (Métropole)

Haïti: Situation complexe à St-Louis de Gonzague

Au camp du collège St-Louis Gonzague, qui abrite plus de 10, 000 personnes. L'institution, n'a pas pu assurer la rentrée scolaire prévue le 5 avril dernier à cause de cette occupation. Des responsables indiquent que l'institution ne veut plus prendre de retard, qu'il faut évacuer et déplacer les sinistrés vers d'autres lieux.

Rappelons qu'il ne s'agit pas d'une décision surprise et que les réfugiés de ce centre d'hébergement, sur les terrains privés de l'institution, sont au courant de cette position, qu'ils refusent pour la plupart d'entendre, depuis le 20 février dernier.

Toutefois, la tâche s'avère d'autant plus difficile que le camp est déjà fortement organisé. A St-Louis, Médecins Sans Frontières a installé un hôpital de campagne et des latrines. «Si les réfugiés sont déplacés, il faudra tout recommencer. Nous allons voir ce que fait le gouvernement et nous réagirons ensuite. Il n'est pas question de se préparer à un déplacement de St Louis» précise Salha Issoufou, le chef de mission MSF Haïti qui est formel «ce n'est pas dans notre nature d'aider les déplacements de population».

En partenariat avec l'OCHA (office de coordination des affaires humanitaires), le gouvernement haïtien vient de signer un décret qui définit deux sites de camps organisés pour accueillir les indésirables. Le premier, à Corail est situé à une vingtaine de kilomètres en périphérie de la ville sur 7.500 hectares est capable d'accueillir jusqu'à 250.000 personnes, il est constitué de tentes et d'abris en bois et en tôles, disposera d'une école, de multiples douches et sanitaires, ainsi que de plusieurs services (santé, assainissement, etc.) assurés par différentes ONG. Le deuxième n'est pas encore prêt.

Les départs seront volontaires, promet l'OCHA (comme pour le camp de Pétionville dont le déménagement devrait, en principe, commencer samedi prochain). Mais beaucoup de réfugiés ne sont pas prêts à l'entendre ainsi, ce départ vers un camp inconnu, le manque de garantie (?), effraient les réfugiés qui refusent de partir, bénéficiant, malgré les conditions de vie précaire, d'une meilleure qualité de vie que dans les bidonvilles et ils se sentent en sécurité dans le camp de St-Louis Gonzague.

N/ Radio Métropole Haïti

Jeudi, 8 avril 2010 09:24 (Métropole)

Aliments : les prix du marché en Haïti

Comme l'a observé ces dernières semaines, FEWS NET informateurs clés, les prix des principaux aliments de base sont demeurés relativement stables au marché de Croix-des-Bossales marché à Port-au-Prince au cours de la semaine dernière.

Le nombre de personnes achetant ou vendant des produits sur le marché est à peu près le même qu'avant le séisme du 12 Janvier. Toutefois, des dépôts de demi-gros à proximité sont presque vides, ce qui laisse à penser que les conditions de sécurité sont encore insuffisantes ou que les importations de céréales commerciales sont plus basses que la normale. «La quantité de riz d'aide alimentaire vendu au marché Croix-des-Bossales a diminuée cette semaine par rapport à la semaine dernière et le prix a augmenté, passant de 115 gourdes à 125 gourdes par marmite de 6 lbs» précise FEW NET.

Dans Jacmel, le 5 avril, le riz importé Tchako se vendait 165 gourdes la marmite de 6 lbs, en baisse, cette même marmite de 6 lbs se vendait 185 gourdes le 1 er avril. De nombreux consommateurs préfèrent maintenant acheter moins cher les marques de riz importés, tels que Mega ou Madan Lolo qui se vendent 120 gourdes la marmite de 6 lbs le 5 avril.

N/ Radio Métropole Haïti

Jeudi, 8 avril 2010 10:57 (Métropole)

Nouveau programme scolaire en Haïti

Depuis le 6 février, les écoliers de Port-au-Prince ont commencé à retourner progressivement en classe. Le ministère haïtien de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, avec le soutien de l'UNESCO, ont définis un programme spécial afin de prendre en compte le traumatisme et les bouleversements subis à la fois par les enfants et les enseignants.

Ce programme, concernera 600.000 élèves des niveaux primaire et secondaire. «Il s'agit de mettre d'avantage l'accent sur des objectifs essentiels », explique Jackson Pleteau, directeur de l'enseignement secondaire au ministère. «Pour cela, nous avons défini un socle de connaissances que les enfants doivent maîtriser pour passer d'une classe à l'autre. Nous envisageons aussi d'introduire certaines parties de l'enseignement l'année prochaine en classe supérieure».

En vertu de ce nouveau programme, l'instruction reprendra par étapes en commençant par des activités psychosociales, telles que le chant, la danse et l'expression créative pour aider les enfants à faire face à l'importante tension qu'ils ont subie à la suite du tremblement de terre. Ils recevront un enseignement sur le phénomène des séismes, avant de reprendre l'apprentissage classique par la suite.

Le ministère prévoit un programme condensé en 18 semaines afin de valider l'année scolaire qui s'achèvera en août. Ce programme adapté sera mis en ligne par l'UNESCO afin qu'il soit disponible pour tous les enseignants en Haïti.

N/ Radio Métropole Haït

Garry Conille
Chief of Staff
Office of the Special Envoy for Haiti
One United Nations Plaza
7th Floor
Office: 212 906 5321
Cell:
Email:

B6